

Depuis 2012, la ville de Prague prépare un nouveau plan territorial. Baptisé « plan métropolitain » (metropolitní plan), ce document est censé apporter de nombreuses innovations dans le futur développement de la capitale tchèque. Cependant, l'avenir de ce projet est actuellement gravement menacé car l'équipe de l'Institut de planification et de développement (IPR), responsable de son élaboration, a perdu treize de ses quinze membres. La raison de leur départ : la révocation mardi du directeur de l'Institut par la mairie de Prague.

 [Article publié le 22 septembre 2016 dans *Radio Prague*](#)

Créé par l'ancien maire de Prague Tomáš Hudeček, l'Institut de planification et de développement est un centre de recherches spécialisé dans les questions relatives à l'architecture, à l'urbanisme et à la gestion de la ville. Son principal objectif : préparer un nouveau plan qui définirait les règles de l'aménagement urbain dans la capitale tchèque pour les décennies à venir. Salué pour son caractère innovant, ce document, qui devrait être introduit en 2020, détermine donc concrètement où et comment peut-on construire de nouveaux bâtiments, tout en fixant par exemple la hauteur maximale, la future fonction ou les paramètres techniques des édifices, dans le contexte d'une volonté de développement durable de la capitale tchèque.

Pourtant, ce projet doit actuellement faire face à des problèmes qui menacent gravement son existence future, notamment en raison de la révocation, mardi par les conseillers municipaux, du directeur de l'Institut de planification et de développement et ancien vice-doyen de la Faculté d'architecture de l'Université technique de Prague, Petr Hlaváček. Après cette décision, treize des quinze membres de l'équipe ont annoncé mercredi leur démission. Pour eux, ces événements ne sont que la dernière tentative des politiques locaux pour intervenir dans la préparation du plan métropolitain. La maire adjointe de Prague, Petra Kolínská (du parti des Verts), explique quant à elle les changements dans la direction de l'établissement par le retard pris par le projet, qui serait lié au manque de volonté, de la part de l'Institut, d'accepter les critiques faites par certains conseillers, mais aussi par exemple par la maire de Prague, Adriana Krnáčová. Petra Kolínská poursuit : « *Petr Hlaváček a été révoqué parce qu'il ne voulait se préoccuper du fait que l'équipe du plan métropolitain a été dirigée par l'architecte Roman Koucký, lequel a refusé de mener un dialogue avec les autorités de la ville et de l'Etat. J'ai dans mon bureau des dizaines de lettres datées de 2014 et de 2015 qui signalent des manquements dans le plan. Mais Roman Koucký les prenait à la légère et ne voulait rien faire pour changer cette situation. Monsieur le directeur Petr Hlaváček a pour sa part préféré la solidarité professionnelle à l'intérêt de la ville de ratifier le plan métropolitain à temps. A l'heure actuelle, ce plan a donc un retard de plus de trois ans et nous n'arriverons pas à l'approuver dans le délai défini par la loi qui est 2020* ».

D'après Petra Kolínská, le plan métropolitain ne serait de plus pas en conformité avec la loi sur les constructions. Autant d'arguments que réfutent les auteurs du projet qui estiment que la ville leur met des bâtons dans les roues depuis le début des travaux, en exigeant par exemple des consultations avec les autorités de différents arrondissements de la capitale, ce qui n'était pas prévu

initialement. Selon l'une de treize démissionnaires, Marie Smetana, la révocation de Petr Hlaváček représente ainsi pour l'équipe le dernier d'une série de signes montrant que la municipalité n'a aucune intention d'introduire une réglementation innovante.

Quel est donc l'avenir du projet qui a déjà coûté à la ville environ 50 millions de couronnes (un peu plus de 1,8 millions d'euros) ? Petra Kolínská : « *Il y a deux possibilités : soit Roman Koucký considère que ce plan est prêt et le remettra, d'ici fin septembre, à la mairie qui l'évaluera ensuite en conformité avec la loi relative à la construction, ou il ne le remettra pas et nous chercherons une nouvelle équipe capable de terminer ce travail. Personne n'est irremplaçable et si ces gens veulent quitter le travail en cours, nous trouverons quelqu'un qui voudra l'achever* ».

La décision du conseil municipal de révoquer M. Hlaváček est aussi critiqué par les représentants de l'opposition, dont l'ancien maire et l'initiateur du projet Tomáš Hudeček, mais aussi par exemple par de nombreux experts en urbanisme. Quoi qu'il en soit, une chose est sûre : il faudra attendre encore plusieurs années avant que les citoyens de Prague puissent voir leur ville se transformer vers une métropole plus moderne selon les conceptions de ce plan métropolitain.